

Société des savoirs et transformations culturelles

Patrick Imbert

Resumo: Após definir a sociedade do saber em suas dimensões filosóficas, sociológicas, econômicas e “proselitistas”, sem esquecer o que o contexto tecnológico em que ela se encontra faz esquecer na definição contemporânea do saber, considerar-se-á a sociedade do saber em relação ao reconhecimento do outro e a um multiculturalismo ligado ao mesmo tempo ao liberalismo econômico e às proteções sociais. Esta sociedade do saber transforma o Canadá e as Américas, pois ela desloca os limites teoria/prática, interior/exterior, privado/público (sobretudo no nível da aprendizagem de línguas novas) e linguagens especializadas/linguagens públicas, pela promoção de uma reflexão que contribua para multiplicar as imagens de si. Estas dinâmicas novas demandam o desenvolvimento da consciência da influência de estereótipos como a crença de que a vida é um jogo de soma-nula ou de soma-não nula, de estratégias de difusão do saber diferentes daquelas privilegiadas na modernidade, sobretudo pela mudança das pedagogias universitárias nos campos ligados à cultura. Elas necessitam do desenvolvimento de estratégias de inovação científica agressivas permitindo competir nos mercados tecnológicos mundiais. O objetivo é então favorecer a construção de uma sociedade que contribua à expansão das potencialidades individuais de todas e de todos.

Résumé: Après avoir défini la société du savoir dans ses dimensions philosophiques, sociologiques, économiques et «proselélytes», sans oublier ce que le contexte technologique où elle se trouve fait oublier dans la définition contemporaine du savoir, on envisagera la société du savoir en relation avec la reconnaissance de l'autre et avec un multiculturalisme lié à la fois au libéralisme économique et aux protections sociales. Cette société du savoir transforme le Canada et les Amériques, car elle déplace les limites théorie/pratique, intérieur/extérieur, privé/public (notamment au niveau de l'apprentissage de langues nouvelles) et langage spécialisés/langages publics, par la promotion d'une réflexivité qui contribue à multiplier les images de soi. Ces dynamiques nouvelles demandent le développement de la conscience de l'influence de stéréotypes comme la croyance que la vie est un jeu à somme-nulle ou à somme non-nulle, de stratégies de diffusion du savoir différentes de celles privilégiées dans la modernité, notamment par le changement des pédagogies universitaires dans les domaines liés à la culture. Elles nécessitent le développement de stratégies d'innovation scientifiques agressives permettant de compétitionner sur les marchés technologiques mondiaux. Le but est alors de favoriser la construction d'une société qui donne son essor à l'expansion des potentialités individuelles de toutes et de tous.

1 – Le savoir

«For the first time in history, humanity possesses the *knowledge* and skill to relieve the suffering of these people [...] I believe we should make available to peace-loving peoples the benefits of our store of *technical knowledge* in order to help them realize their aspirations for a better life [...] We invite other countries to pool their *technological* resources in this undertaking».

(President Truman's message on 20th January 1949)¹

On considère généralement le savoir (*knowledge* en anglais) comme un processus permettant d'accumuler et de faire circuler des informations liées à la rationalité et à ses technologies. Ce type de savoir propice au développement de la nouvelle économie rejoint ce que Karl Popper appelle «an abstract society» (1963, p. 175). Par là, il entend une société qui ne repose pas sur un caractère organique, sur des relations contiguës, mais sur des liens choisis en dehors du fait de vivre dans telle famille ou sur tel ou tel territoire. Ces liens «abstraites» d'échange et de coopération fondent l'individualisme démocratique et libéral fondé sur la croyance qu'il est possible de créer de nouveaux savoirs et de nouvelles richesses (Imbert, 2006), une dynamique dont est très conscient Will Kymlicka (1995).

Dans le contexte rationaliste techno-urbain dominant, il faut distinguer certains termes. Notamment savoir et information. Le savoir est la capitalisation d'informations (*know-what*) et de savoirs tacites (*know-how*) par un individu ou par un groupe dans sa relation aux autres dans le but d'avoir un impact sur les environnements matériels et humains. Le savoir tacite est difficile à transmettre et dépend de formes d'intelligences collectives incomplètement analysées. C'est ce qu'on voit dans le fonctionnement des institutions reposant sur des savoirs qui sont des procédures jouant à la limite de

¹ Cité par Gilbert Rist, *The History of Development*. London: Zed Books, 1997. p. 39.

l'administration, du droit, de la gestion du personnel, de l'éthique, de l'efficacité économique, de règles et de standards divers qui forment la gouvernance. Ce savoir tacite, très différent selon les institutions, les cultures et les pays, est source de créativité mais aussi de pertes. Il est lié à ce qui met en action les informations dans les contextes humains mouvants de la mondialisation. Il s'affiche à la fois comme relationnel et lié à l'action. Alors, sont en partie dépassés, d'une part, le savoir au sens de Socrate et le «connais-toi toi-même» autocentré et cru indépendant de l'action nourrissant le monde scolastique (savoirs constitués universels, règles claires mémorisées et mise à l'épreuve dans des exercices scolaires) et, d'autre part, son recyclage dans le behaviorisme contemporain (Bloom, 1969). Ces approches dualistes sont peu au fait des processus cognitifs et des diversités culturelles agissant dans les environnements humains où il est demandé, dans notre monde de vitesse et de rencontres transculturelles, d'être efficace dès la première fois. Toutefois, comme le précise le Forum de Budapest de 2003 soulignant le côté techno-scientifique de la société des savoirs, l'insistance forte sur l'action mise en valeur par Peter Drucker dès *The Age of Discontinuity: Guidelines to Our Changing Society* (1969)², peut mener à une évacuation du culturel. En effet, dans une optique dualiste, le culturel est conçu comme indépendant de la production et de l'action transformatrice sur l'environnement. Selon cette perspective, pour nous dépassée, il est possible d'oublier que les changements de paradigmes scientifiques ou autres sont intimement liés aux variations culturelles. Il y a interaction constante entre, d'une part, la capacité à découvrir du nouveau par la modification de paradigmes propres à une culture imposant ses questionnements et, d'autre part, la diffusion du nouveau scientifique contribuant à transformer les stéréotypes du langage public. Pourtant, depuis 1969, Peter Drucker a insisté (1994, p. 53-80) sur les savoirs plutôt que sur le savoir, car les spécialisations multiples sont de plus en plus poussées et nécessaires puisque, pour innover, il faut avoir accès à un énorme capital scientifique,

² C'est par ce best-seller que va se diffuser l'expression «knowledge-based economy».

culturel et social. De plus, les savoirs nécessitent un large balayage théorique et une capacité de se brancher sur des recherches reliées à des cadres transdisciplinaires. Ces dynamiques sont présentes dans l'univers des spécialistes et dans des magazines vulgarisateurs comme *Wired* combinant esthétiquement des informations touchant les technologies, la finance et les changements culturels et sociaux.

2 – Définitions récentes de la société des savoirs

«Concerns about globalization are as much about culture as they are about Economics». Lloyd Axworthy, *Navigating a New World: Canada's Global Future*. Toronto: Alfred Knopf, 2003. p. 341.

Récemment, la société des savoirs a été définie de façon relativement complexe par le World Science Forum qui s'est tenu à Budapest en 2003³. Le Forum insiste sur le côté scientifique et technologique de la production et sur son accessibilité: «A knowledge-based society is an innovative and life-long learning society, which possesses a community of scholars, researchers, engineers, technicians, research networks, and firms engaged in research and in production of high-technology goods and service provision. It forms a national innovation-production system⁴, which is integrated into international networks of knowledge production, diffusion, utilization, and protection. Its communication and information technological tools make vast amounts of human knowledge easily accessible. Knowledge is used to empower and enrich people culturally and materially, and to build a sustainable society». À cette définition centrée sur la production scientifico-

³ www.sciforum.hu/index.php?image=update&content=up_knowledge_based_society.

⁴ Voir la critique de ces systèmes par Gilles Paquet, «Corporate Culture and Governance: Canada in the Americas». In: IMBERT, Patrick (Dir.). *Converging Disensus. Cultural Transformations and Corporate Cultures: Canada and the Americas*. Ottawa: University of Ottawa Research Chair: «Canada: Social and Cultural Challenges in a Knowledge-Based Society» Publisher, 2006, p. 79-115.

technique, le forum ajoute une dimension éthique nécessaire, car, sans celle-ci, toute société scientifique, comme la société allemande nazie entre 1938 et 1945 pourrait répondre à la définition. Autrement dit, comme dans la citation du président Truman de 1949, le côté scientifique prime sur le côté socio-culturel dans cette définition. Le Forum tente donc de rétablir l'équilibre en reliant les deux éléments société et savoirs par des critères d'obligation morale: "1) Knowledge and society form a partnership: science needs to work in harmony with and for society; science and scientific knowledge must remain "human" regarding community and environment, including moral responsibility and safeguarding humanity's cultural and linguistic heritage as well as diversity in creativity. 2) The call is for global ethics in the pluralist society, to enable the individual to exist in a local/regional as well as in a national community at the same time, inclusive of using his/her vernacular, national, and the international language. 3) It is also an ethical dimension of research to concern ourselves with the rights of and obligations towards other living beings in the biosphere".

Malheureusement, rien, à part cette obligation humaniste, ne permet de faire le pont entre le scientifique et l'éthique. Ceci est dû en partie au fait que la définition oublie beaucoup la dimension culturelle, c'est-à-dire anthropologico-philosophique et historique dans la sphère productrice innovatrice et ne la considère que comme un élément menacé à sauvegarder. La culture aussi bien nationale que locale ou la culture d'entreprise a pourtant un effet de structuration important sur les systèmes et les institutions qui forment les citoyens par la diffusion de valeurs, d'optiques, d'attitudes mettant en place des stéréotypes, des manières de s'inventer par rapport aux autres ainsi que d'envisager le changement et ses conséquences.

Mais revenons, pour le moment aux liens entre science, industrie et technologie dans la société des savoirs. Souvent, avant le texte du Forum de Budapest, les définitions avaient tendance à s'élaborer pour rendre compte de l'économie du savoir plutôt que de la société des savoirs. L'économie du savoir a d'ailleurs été définie par l'OCDE en 1996. Elle est liée

à la production, la distribution et l'utilisation du savoir et de l'information. Elle est fondée sur l'idée d'abondance contrairement à l'économie classique encore ancrée dans les limites du territoire et des ressources disponibles. Elle repose beaucoup sur la force du capital humain en particulier quand il est éduqué et spécialisé. Entre économie du savoir et société des savoirs, nous avons affaire à deux dimensions corrélées sauf qu'il est plus facile d'appliquer des recherches statistiques au domaine économique qu'au domaine socio-culturel surtout si celui-ci est envisagé dans le but d'être modifié pour aboutir à une société qui sait accommoder les différences dans l'égalité tout en préservant les fonctionnements déjà implantés et utiles aux nouveaux contextes mondialisés.

De toute façon, économie du savoir et société des savoirs sont liées car les nouvelles technologies, c'est-à-dire le réseautage des ordinateurs, les connections par satellites et la capacité de travailler dans les micro- et même les nano-dimensions, transforment la société. Avoir besoin d'employés ayant des compétences et un niveau d'éducation élevés et, de plus, avoir accès rapidement aux informations et aux autres où qu'ils soient sur la planète, transforme l'environnement socio-politique. Entre autres, ces dynamiques banalisent le pouvoir de transformer et de se transformer comme le soulignent les manifestes de groupes de réflexions transhumanistes tels le World Transhumanist Association ou le groupe Extropy⁵ incitant à la pro-action plutôt qu'à la précaution (Robitaille, 2007). Ces dynamiques légitiment de plus les déplacements symboliques et géographiques et le franchissement des frontières du connu et du corporel. Ainsi, on peut assister à des délocalisations par le biais de connexions internet, par l'invention de lieux où se concentrent les chercheurs ou bien où se créent des zones de stockage, d'exportation, d'investissement et de banques, ou encore de bazars hors taxe.

Toutefois, si l'économie du savoir considère les impacts scientifiques et technologiques sur la création de richesses, la société des savoirs développe des perspectives plus larges. Elle

⁵ Extropy.org

prend en compte des éléments qui concernent le capital humain, c'est-à-dire ce qui concerne la santé des populations, les niveaux de revenus et leur distribution, tout ceci produisant un certain niveau de confiance entre les individus et entre eux et les institutions. Par exemple, bénéficiaire, comme au Canada, d'un système de santé gratuit permet à des gens nés ici et à d'autres venus d'ailleurs d'investir leurs énergies et leur argent sans être obligés d'immobiliser un certain capital qui pourrait servir à couvrir des dépenses de santé importantes à partir d'un certain âge. La société des savoirs pose nécessairement la question de savoir comment vivre ensemble dans un monde de remise en question des stéréotypes, des grands récits et des standards, vu l'accès des populations à une ubiquité reposant sur le contrôle d'espaces étendus à distance et en temps réel et sur les rencontres avec des altérités libérales et non-libérales (Kymlicka; Patten, 2004; Bonilla Maldonado, 2006) qui doivent être préparées par des systèmes scolaires mondialisés adéquats comme les écoles Montessori ou le réseau de l'organisation du Baccalauréat international.

3 – La société des savoirs et les multiculturalismes

«Digital intelligence feeds on the explosion of heterogeneity».

Carl Raschke, *The Digital Revolution and the Coming of the Postmodern University*. New York; London: Routledge Falmer, 2003. p. 83.

Une société des savoirs efficace est une société qui est capable de relier les domaines scientifiques, culturels, socio-économiques, pédagogiques, médiatiques, éthiques et spirituels. Une société des savoirs est aussi une société de la reconnaissance au sens de reconnaître les autres, c'est-à-dire de favoriser l'investissement de chacun dans des projets économique-technologiques et culturels. Une telle société crée des synergies multipolaires qui ouvrent sur l'expansion de l'intérêt pour des dynamiques reconfigurant les rapports à soi et

aux autres. Autrement dit, une société des savoirs qui s'inscrit dans une expansion rapide et jouit de tous les intérêts de la complexification des savoirs et des rapports sociaux et économiques favorise diverses formes de rapports transculturels et peut rejoindre certaines formes de multiculturalismes.

Certains types de multiculturalismes savent combiner le dynamisme favorisant l'expansion individuelle et la capacité à accommoder certains types de différences à condition que celles-ci ne soient pas en opposition avec une société des savoirs liée à un libéralisme démocratique reposant sur le développement du bien-être individuel comme collectif. Ainsi, tout n'est pas acceptable. Si la société des savoirs favorise une forme particulière de relativisme relationnel qui reconnaît que le soi est construit dans son rapport aux autres (Barth, 1969), cela ne signifie pas une perte de points de référence. Cela mène à participer à de nouvelles cartographies culturelle et scientifique qui ouvrent sur l'altérité sans être prises dans les nostalgies territorialisantes et leurs stéréotypes. Autrement dit, il n'est pas question de favoriser un relativisme qui ne ferait que profiter aux extrémismes et aux fondamentalismes.

Par exemple, dans le contexte de différences culturelles fondées, dans de nombreux groupes ethniques ou religieux, sur des rapports de pouvoir essentialistes et fortement inégaux, le multiculturalisme ne peut que viser à éviter la perpétuation de l'exclusion des femmes quand les traditions identitaires tentent de l'imposer. C'est pourquoi le rapport Boyd qui appuyait le recours aux arbitrages religieux islamiques en Ontario dans les causes de droit familial a été critiqué par de nombreuses associations de femmes et aussi par de nombreuses associations musulmanes au Canada (*La Presse*, mardi 21 décembre 2004, p. 1). Le gouvernement ontarien libéral de l'Honorable Dalton McGuinty l'a finalement rejeté ainsi que tout arbitrage religieux. Le rapport Boyd repose en effet sur une conception dualiste et essentialiste des relations culturelles et ignore le transculturel lié à la société des savoirs. Il privilégie le groupe et ceux qui ont défini des traditions à l'encontre des fonctionnements démocratiques et de l'expansion des savoirs.

Neil Bissoondath, l'auteur du *Marché aux illusions*, s'est

lui aussi opposé au rapport Boyd, car ce rapport nuit à tous sur plusieurs plans: «à la séparation de l'État et de la religion, à la liberté des musulmanes; à la solidarité sociale et juridique de notre société» (2005, p. 268). Bissoondath est fort proche d'Alain Touraine suggérant que «concrètement, nous ne pouvons reconnaître de droits culturels qu'à la condition que soit accepté ce que nous reconnaissons comme nos principes fondamentaux, c'est-à-dire la croyance dans la pensée rationnelle et l'affirmation qu'il existe des droits personnels qu'aucune société, aucun État n'a le droit d'enfreindre» (2005, p. 260). Ainsi, se pose la pluralité des modes de modernisation, «expression de loin préférable à celle de multiculturalisme», affirme Touraine cité dans ce texte (2005, p. 261). La pluralité des modes de modernisation est reconnaissance de la légitimité des déplacements et du désir de rencontres liés à la société des savoirs construisant le sujet dans une réflexivité menant à de multiples images de soi qui se combinent à la diversité des discours non-excluants en circulation.

4 – La complexité du culturel et les diverses images de soi

«Il n'était plus un Italien de deuxième génération, il était devenu une étoile du hockey».

Frank Paci, *La famille Gaetano*.
Montréal: Guernica, 1990, p. 223.

Multiplier les modèles et échapper à la croyance que la vie est un jeu à somme-nulle mène à l'accumulation non-soustractive des connaissances. Cela signifie de ne pas s'étonner de la capacité à maîtriser plusieurs codes et à se contextualiser dans divers milieux. Pourtant, il arrive que des spécialistes s'étonnent des capacités des enfants à vivre de multiples relations qui font fi des orthodoxies et des divisions territoriales. Comme le souligne Ines Molinaro citant D. Meintel, elle-même participant à une réflexion dans le quotidien *La Presse* où se trouvent des entrevues de jeunes

Québécois dont l'un des parents est de souche tandis que l'autre est né à l'extérieur du Canada: «des recherches [...] établissent que les enfants des immigrants expriment des identités ethniques fluides et qu'ils sont parfaitement à l'aise avec la pluralité des identités ethniques» (*La Presse*, samedi 1^{er} avril 2000, p. A2). Mais Ines Molinaro continue ensuite en s'étonnant de leur trilinguisme: «Ici, ce qui est particulier, c'est que même des enfants d'ouvriers pas nécessairement très scolarisés sont trilingues d'une façon toute naturelle!» (*La Presse*, samedi 1^{er} avril 2000, p. A2).

Autrement dit, comme le marque le point d'exclamation, certains spécialistes sont pris par une vision de l'école comme expression bureaucratique nationale seule détentrice de la transmission des savoirs, et ce en visant l'homogène. Ils sont en retard sur les dynamiques de la société des savoirs que les jeunes intègrent très bien, capables qu'ils sont d'apprendre de façon intime comme de façon institutionnelle. De nombreuses publicités vulgarisent d'ailleurs ces nouvelles dynamiques d'accumulation des savoirs où les gens cumulent contextes et interprétations sans que les uns n'éliminent les autres (Imbert, 2004). On pense aux quatorze pages de publicité intitulées «Diversity» de Daimler Chrysler, Pfizer, Delphi, Ernst and Young, Dun and Bradstreet et IBM (*Forbes*, 3 avril 2000, p. 181-194) aboutissant au slogan suivant: «*Zebras never wonder if they're white with black stripes. Or black with white stripes. They work together so they won't be lunch for a lion*» (*Forbes*, 3 avril 2000, p. 191).

L'entrevue de *La Presse* comme la publicité de «Diversity» manifestent ainsi l'émergence de discours qui ne visent plus l'homogène, même si celui-ci est présent en parallèle et reste stratégiquement utile. L'apport de la société des savoirs est bien de reconnaître la possibilité d'être dans plusieurs lieux identitaires, de pouvoir fonctionner dans plusieurs discours comme un caméléon (Morris, 2007). Ces transformations mènent à se développer en utilisant des stratégies efficaces dans des contextes où le multiculturalisme se combine au transculturel. Tous deux donnent accès aux savoirs et deviennent ainsi des agents de déplacement favorisant

la différenciation face à l'homogénéisation désirée par de nombreux États-Nations dans la logique de la modernité territoriale.

5 – Stratégies d'innovation au Canada

Ces nouvelles dynamiques pédagogiques, médiatiques et socio-économiques trouvent leur écho dans des projets ambitieux favorisant l'innovation notamment pour les spécialisations scientifiques. Ainsi, au Canada, une stratégie a été lancée en février 2002. Elle fixe de multiples objectifs à atteindre en 2010, ce qui est tout à fait nécessaire par rapport à des pays comme les États-Unis, le Japon ou l'Allemagne, car «le Canada reste en queue de peloton dans la R&D (Recherche et Développement)» (*La Presse*, mardi 19 septembre 2006, p. 10). En effet, les investissements ne représentent que 2% de la taille de l'économie par rapport à 3,13% au Japon et à 2,68% aux États-Unis, même si cela est beaucoup plus que les 1,1% de l'Italie. Selon les nouveaux objectifs, le Canada vise ambitieusement à se classer parmi les cinq premiers pays du monde pour la recherche et le développement.

Comme le souligne le Conference Board dans un rapport récent lié au Canada Project, *Mission Possible: Sustainable Prosperity for Canada* (*La Presse*, jeudi 18 janvier 2007, p. 5), cela va non seulement demander que le gouvernement double ses investissements en recherche, mais que le secteur privé manifeste aussi une énergie plus nette dans la mise en pratique des recherches dans le quotidien. Le Conference Board a déterminé que le Canada doit exceller dans trois domaines: l'économie mondiale, les secteurs des ressources et les grandes villes. Ce but est lié à deux éléments importants. D'une part, assurer une plus grande collaboration au niveau énergétique entre le Canada, les États-Unis et le Mexique en renforçant le groupe Security and Prosperity Partnership (SPP) qui doit mieux informer le public au sujet de ce qui a déjà été accompli grâce à ses efforts (Dunkert, 2007). D'autre part, attirer plus d'immigrants diplômés car, même si le but est d'augmenter de

5% par an le nombre d'étudiants inscrits à la maîtrise et au doctorat, et d'augmenter d'un million le nombre d'adultes en apprentissage, ces efforts ne seront pas suffisants sans un apport extérieur. Or, de nombreux règlements jouent un rôle tout à fait contreproductif dans cette mission. Ainsi, lorsqu'il était au pouvoir en Ontario, le gouvernement néo-démocrate de Bob Rae a décidé que les étudiants étrangers ne comptaient pas pour le calcul des montants de subventions gouvernementales accordées aux universités. Pourtant, attirer des étudiants étrangers dont un certain nombre demandera de rester au Canada, n'est-ce pas un moyen excellent d'obtenir des chercheurs de talents qui ont déjà une expérience canadienne et des diplômes canadiens? Mais certains politiciens et administrateurs pensaient, dans les années 1990, en fonction de raisonnements peut-être utiles dans les années 1970, mais contre-productifs de nos jours. En effet, le manque de contextualisation avec une mondialisation qui était déjà en marche dans les années 1970 et le fait qu'on ne percevait pas encore les impacts du vieillissement de la population, poussaient à développer des logiques identitaire et économique beaucoup plus défensives que de nos jours. Face au nombre important d'étudiants étrangers au Canada M. De Voretz suggère de «paying less attention to foreign credentials, and instead laying out the red carpet for the 130.000 foreign graduate students who are already here» (Savage, 2007, p. 39).

Cette nécessité est d'autant plus évidente que 36% des immigrants récents ont des diplômes universitaires (15% des Canadiens nés au Canada en ont) et des qualifications professionnelles, mais que ces savoirs sont souvent peu reconnus par les employeurs ou les institutions. Dès lors, de nombreux immigrants qualifiés et qui pourraient contribuer à développer la compétitivité du Canada sont laissés de côté et vivent dans la pauvreté (Hawthorne, 2007, p. 7). Ainsi, "it can be argued that knowledge has been racialized in Canada" (Guo, 2007, p. 37). On s'aperçoit qu'une partie du problème réside dans le fait que le Canada, contrairement à l'Australie, n'évalue pas la diplomation avant l'immigration.

Depuis juin 2007, le gouvernement conservateur de

Stephen Harper a mis de l'avant un plan, certes critiqué et améliorable, mais qui vise à renforcer les liens entre entreprises et universités dans les domaines des sciences et de la technologie en fonction de quatre secteurs prioritaires dans lesquels le Canada peut exceller mondialement: les sciences et les technologies environnementales, l'énergie et les ressources naturelles, les sciences de la santé et les technologies de l'information et des communications. Ce plan reconnaît qu'il faut agir rapidement car le Produit intérieur brut du Canada par habitant est passé depuis 1990 du 5^e au 10^e rang parmi les pays de l'OCDE et il glisse toujours face au Brésil, à la Chine et à l'Inde. De plus, au Canada, la croissance économique dépend surtout du secteur des ressources et non des investissements dans la société des savoirs. Cette faiblesse est soulignée par Jean-René Halde, le président de la Banque canadienne de développement qui compare le Canada aux États-Unis où plus de 10% du produit national brut repose sur des actifs intellectuels (*intangible assets*). Il remarque que cette valeur reste d'autant plus difficile à évaluer que, selon les normes comptables, les investissements dans ce domaine sont encore imputés à la colonne des dépenses alors que ceux-ci rapportent énormément, mais pas dans l'immédiat (Larocque, 2007, p. 6). Dans ce contexte, un point important du projet dont parle le Conference Board, est de mettre en place non pas quatre, mais au moins dix filières technologiques reconnues à l'échelle internationale en fonction des trois domaines déterminés, l'économie mondiale, les ressources et les grandes villes. Ces filières devraient devenir des lieux de référence et des modèles pour les autres chercheurs de la planète car elles contribueraient à développer des expertises dans des savoirs reconnus qui deviennent des sources importantes de revenus.

Certes, des éléments divers ont été mis en place au niveau du financement, des chaires de recherche, des réseaux nationaux et internationaux, qu'il s'agisse de nanotechnologie à Edmonton, de science et médecine à Toronto ou des changements climatiques à Québec. Mais il manque encore beaucoup pour que les décideurs sachent créer des synergies qui exploitent au maximum les talents et les systèmes pour en

développer aussi des applications diffusables sur la planète. C'est pourquoi le gouvernement a demandé au Conseil des académies canadiennes une évaluation de l'innovation dans le secteur privé. On attend les résultats pour 2008⁶. On a souligné récemment que, à Toronto, dans un périmètre de 2,5 km carré, on trouve dix hôpitaux, deux universités, des dizaines de centres de recherche et 700 entreprises privées qui injectent des milliards de dollars par an dans la science et l'innovation biomédicale seulement. Tout cela concerne 80.000 travailleurs de ce «discovery district» où se trouve le centre MaRS (Medical and Related Sciences) qui aide les chercheurs à se lancer en affaires (*Geographica*, été 2007, p. 4).

Mais la société des savoirs demande plus encore. Le Conference Board souligne qu'il faut investir davantage dans les grandes villes-régions et les financer mieux: "The Conference Board believes that cities are the engines of our national economy; the vital force that helps drive our future prosperity. Cities like Toronto support our presence in global supply chains, our capacity to produce and export high value-added products and services and our ability to attract the top talent that spurs innovation and creates wealth. Canada's competitive edge depends on the degree to which we are willing to invest socially, economically and politically in the well-being of our major cities. The Conference Board will take an in-depth look at Canada's hub-cities and city-regions, with a focus on their current and potential contribution to sustainable prosperity".⁷

Voilà qui est d'autant plus nécessaire pour attirer des investisseurs et des spécialistes que, comparativement à plusieurs autres pays, les villes canadiennes ont peu de pouvoir (Andrew, 1999). Or, le monde n'est pas un village global, c'est une urbanité réseautée.

Le patrimoine se trouve non dans le passé mais dans l'avenir, et les changements nécessitent une passion pour les

⁶ «Un comité d'experts pour évaluer les facteurs affectant l'innovation dans les entreprises», *Infos conseil*, juillet 2007, Council of Canadian Academies/Conseil des académies canadiennes, p. 6.

⁷ www.conferenceboard.ca/conf/feb2007/mission-possible/default.asp

innovations générant des dynamiques d'inclusion efficaces permettant l'expansion de toutes et de tous dans une agora mondiale participative.

Conclusion

De ce point de vue, le Canada, par sa capacité à jouer de diverses modalités dans les recherches culturelles comme scientifiques, se positionne relativement bien à l'égard des nouvelles dynamiques. Il est ouvert aux défis de la société des savoirs qui est de favoriser la construction d'une société donnant son essor à l'expansion des potentialités individuelles de toutes et de tous, partout dans le monde, en fonction des changements culturels et économiques comme des innovations techno-scientifiques. Cette expansion doit avoir lieu dans un cadre où il est possible de vivre des savoirs en fonction de bases éthiques. Ainsi, cette expansion de l'accès aux savoirs rencontre des valeurs techno-démocratiques mondialisées dans l'initiative de wikileaks.org qui a déjà reçu plus d'un million de documents de groupes dissidents divers. Le but de cet affichage mondial est de développer «an uncensorable system for safe mass document leaking and public analysis»⁸ afin d'aider les gens de tous les pays qui veulent rendre publiques des conduites non-éthiques chez les gouvernements ou dans les entreprises. Le savoir est un forum mondial où s'invente le respect actif des individus par les individus pour les individus.

Bibliographie

ANDREW, Caroline. Les métropoles canadiennes. In: _____ (Dir.). *Dislocation et permanence: l'invention du Canada au quotidien*. Ottawa: Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1999. p. 60-79.

AXWORTHY, Lloyd. *Navigating a New World: Canada's Global Future*. Toronto: Alfred Knopf, 2003.

BARTH, Frederik. *Ethnic Groups and Boundaries*. The Social

⁸ Wikileaks.org (introduction au site).

Organization of Culture Difference. Bergen: Universitetsforlaget; London: Allen & Unwin, 1969.

BISSOONDATH, Neil. *Le marché aux illusions*. Montréal: Boréal, 1995.

_____. Les dangers du multiculturalisme. *Elle Québec*, p. 118, mai 2005.

BLOOM, B. S. *Taxonomie des objets pédagogiques*. Montréal: Éducation Nouvelle, 1969.

BONILLA MALDONADO, Daniel. *La Constitución multicultural*. Bogotá: Siglo del Hombre, 2006.

DRUCKER, Peter. *The Age of Discontinuity: Guidelines to Our Changing Society*. New York: Harper and Row, 1969.

_____. The Age of Social Transformation. *The Atlantic Monthly*, n. 274, November 1994.

DUNKERT, Joseph M. North American Energy, 2000-2007: What a Difference Those Years Make! *The American Review of Canadian Studies*, v. 37, n. 1, p. 57-76, Spring 2007.

GUO, Shibago. Tracing the Roots of Non-Recognition of Foreign Credentials. In: HAWTHORNE, Leslyanne (Ed.). *Foreign Credential Recognition/Reconnaissance des titres de compétence acquis à l'étranger. Canadian Issues/Thèmes Canadiens*, p. 37, spring/printemps 2007.

HAWTHORNE, Leslyanne. Foreign Credential Recognition and Assessment: an Introduction. In: _____ (Ed.). *Foreign Credential Recognition/Reconnaissance des titres de compétence acquis à l'étranger. Canadian Issues/Thèmes Canadiens*, p. 7, spring/printemps 2007.

IMBERT, Patrick. *Trajectoires culturelles transaméricaines*. Ottawa: Presses de l'Université d'Ottawa, 2004.

_____. Le stéréotype de la croyance que la vie est un jeu à somme nulle et sa remise en question au Brésil, au Canada et dans les Amériques. HANCIAU, N. (Ed.). *Brasil/Canadá: visões, paisagens e perspectivas do Ártico ao Antártico*. Rio Grande: Ed. da FURG, 2006. p. 147-162.

KYMLICKA, Will. *La citoyenneté multiculturelle*. Montréal: Boréal, 2001 (1995).

KYMLICKA, Will; PATTEN, Alan. *Language Rights and Political Theory*. Oxford: Oxford University Press, 2004.

LAROCQUE, Sylvain. Investissez plus dans les “actifs intellectuels”. *La Presse*, mardi 6 février, p. 6, 2007.

MORRIS, Julia. Déséquilibres dynamisants et voyages vertigineux: le caméléon entre le *home* et l'*Unheimlich*. *Les jardins des Amériques: éden, «home» et maison: le Canada et les Amériques*. Ottawa: University of Ottawa Research Chair: «Canada: Social and Cultural Challenges in a Knowledge Based Society» Publisher, 2007. p. 173-203.

PACI, Frank. *La famille Gaetano*. Montréal: Guernica, 1990.

PAQUET, Gilles. Corporate Culture and Governance: Canada in the Americas. In: IMBERT, Patrick (Dir.). *Converging Disensus*. Cultural Transformations and Corporate Cultures: Canada and the Americas. Ottawa: University of Ottawa Research Chair: «Canada: Social and Cultural Challenges in a Knowledge-Based Society» Publisher, 2006.

POPPER, Karl Raimund. *The Open Society and its Enemies*. New York: Harper and Row, 1963. v. 1.

RASCHKE, Carl. *The Digital Revolution and the Coming of the Postmodern University*. New York; London: Routledge Falmer, 2003.

RIST, Gilbert. *The History of Development*. London: Zed Books, 1997.

ROBITAILLE, Antoine. *Le nouvel homme nouveau: voyage dans les utopies de la posthumanité*. Montréal: Boréal, 2007.

SAVAGE, Luiza Ch. Send us your Skilled!. *MacLean's*, p. 39, 9 juillet 2007.

